



Stratégie

du Canada pour l'Indo-Pacifique



Gouvernement
du Canada

Government
of Canada

Canada



This document is also available in English under the title: Canada's Indo-Pacific Strategy

Sauf avis contraire, le contenu de ce document peut, sans frais ni autre permission, être reproduit en tout ou en partie et par quelque moyen que ce soit à des fins personnelles ou publiques, mais non à des fins commerciales. La reproduction et la distribution à des fins commerciales sont interdites sans la permission d'Affaires mondiales Canada.

Affaires mondiales Canada
125, promenade Sussex
Ottawa ON K1A 0G2
Canada

Téléphone :
1-800-267-8376 (sans frais au Canada)
613-944-4000 (dans la région de la capitale nationale et à l'extérieur du Canada)

Si vous êtes sourd ou malentendant, ou si vous avez un trouble de la parole et utilisez un téléscripteur, vous pouvez accéder au service ATS de 9 h à 17 h, heure de l'Est, en composant le numéro 613-944-9136 (au Canada seulement).

Site Web : www.international.gc.ca
Courriel : info@international.gc.ca

© Sa Majesté le Roi du chef du Canada, représenté par la ministre des Affaires étrangères, 2022

N° de cat. FR5-212/2022F-PDF

ISBN 978-0-660-46259-2 (PDF)



Table des matières

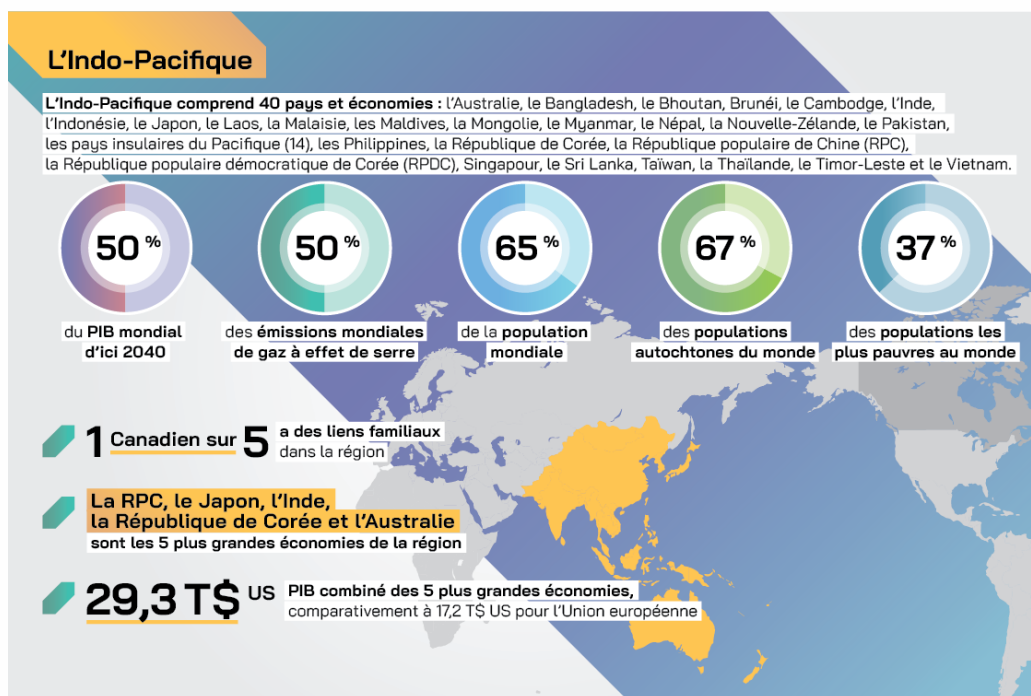
L'Indo-Pacifique : un nouvel horizon de possibilités	1
Importance mondiale de la région indo-pacifique	1
Perspectives économiques.....	2
Défis stratégiques.....	3
Développement durable.....	3
Le Canada: un pays du Pacifique	4
La Stratégie du Canada pour l'Indo-Pacifique.....	5
Rôle joué par le Canada dans la région	6
La République populaire de Chine.....	7
L'Inde.....	10
Le Pacifique Nord	11
L'ANASE.....	13
Objectifs et initiatives stratégiques	15
1. Promouvoir la paix, la résilience et la sécurité	15
2. Accroître les échanges commerciaux et les investissements et renforcer la résilience des chaînes d'approvisionnement	18
3. Investir dans les gens et tisser des liens entre eux	21
4. Bâtir un avenir durable et vert	24
5. Le Canada, un partenaire actif et engagé dans l'Indo-Pacifique.....	25
Conclusion : l'avenir du Canada dans l'Indo-Pacifique	27



L'Indo-Pacifique : un nouvel horizon de possibilités

Importance mondiale de la région indo-pacifique

La région indo-pacifique jouera un rôle déterminant pour définir l'avenir du Canada au cours du prochain demi-siècle. Englobant 40 économies, plus de quatre milliards d'habitants, et une activité économique de 47,19 billions de dollars, cette région connaîtra la croissance la plus rapide au monde, et elle compte six des 13 principaux partenaires commerciaux du Canada. La région indo-pacifique offre d'importantes possibilités de croissance économique ici au pays, ainsi que des perspectives pour les travailleurs et les entreprises du Canada pour les décennies à venir.



L'Indo-Pacifique est rapidement en train de devenir le centre mondial du dynamisme économique et des défis stratégiques. Toutes les questions qui sont importantes pour les Canadiens, qu'il s'agisse de la sécurité nationale, de la prospérité économique, du respect du droit international, des valeurs démocratiques, de la santé publique, de la protection de l'environnement, des droits des femmes et des filles, ou encore des droits de la personne, seront façonnées par les relations que le Canada et ses alliés et partenaires entretiennent avec les pays de l'Indo-Pacifique. Notre capacité à maintenir l'espace aérien ouvert, des systèmes commerciaux ouverts et des sociétés ouvertes, et à lutter efficacement contre les changements climatiques, reposera en partie sur ce qui se passera au cours des prochaines décennies dans la région indo-pacifique.

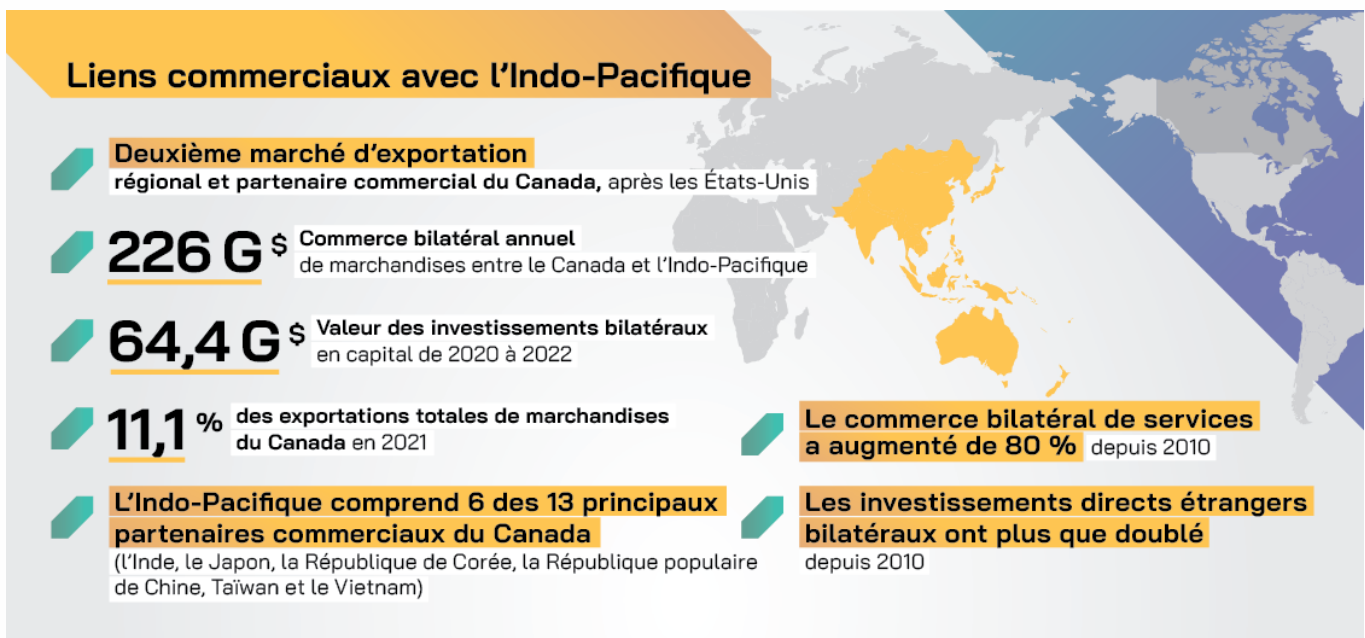


Perspectives économiques

Aujourd'hui, l'Indo-Pacifique représente plus du tiers de l'activité économique mondiale. Trois des plus grandes économies du monde, la République populaire de Chine (la Chine), l'Inde et le Japon se trouvent dans cette région du globe. D'ici 2040, soit dans moins de deux décennies, la région représentera plus de la moitié de l'économie mondiale, ou plus du double de la part des États-Unis. D'ici 2030, la région abritera les deux tiers de la classe moyenne mondiale, après que des millions de personnes sont sorties de la pauvreté grâce à la croissance de ses économies.

La vitalité économique et la croissance démographique de la région indo-pacifique stimulent la demande dans les secteurs de l'éducation, des services de santé, de l'alimentation, de l'agriculture et de la pêche, des ressources naturelles et des minéraux critiques, de l'énergie, des services financiers, de la fabrication de pointe et des infrastructures vertes. Ce sont tous des secteurs où le Canada se démarque, et dans lesquels il possède une réputation d'excellence. Seulement dans le secteur des infrastructures, on estime à 2,1 billions de dollars les possibilités d'investissements et de partenariats stratégiques dans la région indo-pacifique. Le fait de saisir ces occasions et d'autres opportunités stratégiques contribuera à préserver la sécurité économique du Canada, bâtir notre prospérité future et créer de bons emplois bien rémunérés.

Nos liens interpersonnels constituent un élément vital de cette occasion à saisir. Le Canada attire des personnes talentueuses de l'Indo-Pacifique qui viennent étudier dans les écoles et les universités du pays, travailler dans les collectivités, s'établir dans la société canadienne et y contribuer. En fait, le Canada accueille plus d'étudiants internationaux en provenance de l'Inde que de tout autre pays dans le monde. Ces liens enrichissent notre tissu social et économique et nous rendent plus forts. En d'autres termes, l'essor de la région indo-pacifique peut générer des retombées extraordinaires dans les collectivités du Canada, ainsi qu'accroître la prospérité et favoriser la croissance économique dans tout le pays.





Défis stratégiques

Alors que la concurrence entre les grandes puissances s'intensifie dans la région, les tensions interétatiques s'accroissent, dont beaucoup ont des racines historiques. La paix et la prospérité régionales sont menacées par l'instabilité dans la péninsule coréenne en raison des provocations de la Corée du Nord; par la montée de la violence au Myanmar à la suite du récent coup d'État militaire; par des affrontements aux frontières entre l'Inde et la Chine et entre l'Inde et le Pakistan; par l'escalade des tensions dans les mers de Chine méridionale et de Chine orientale, et dans le détroit de Taïwan; ainsi que par la pauvreté et les inégalités extrêmes. L'Indo-Pacifique abrite quatre États qui possèdent des armes nucléaires (la Chine, l'Inde, la Corée du Nord et le Pakistan).

Au cœur de cette région économique vigoureuse se trouve la Chine. L'ascension de la Chine en tant qu'acteur mondial refaçonne la perspective stratégique de tous les États de la région, y compris du Canada. La Chine a bénéficié de l'ordre international fondé sur des règles pour croître et prospérer, mais elle cherche maintenant activement à réinterpréter ces règles pour en tirer un plus grand avantage. L'affirmation des intérêts économiques et sécuritaires de la Chine, ses revendications unilatérales, son ingérence étrangère et le traitement de plus en plus coercitif qu'elle réserve à d'autres pays et économies ont des répercussions importantes dans la région, au Canada et partout dans le monde. Le respect de la souveraineté des autres États constitue une pierre angulaire de l'ordre international fondé sur des règles et de la capacité des gouvernements à travailler ensemble pour résoudre des problèmes communs.

Le Canada accroît sa présence dans la région indo-pacifique en coordination avec ses partenaires, qui reconnaissent également l'importance croissante de cette région. Bon nombre des alliés les plus proches du Canada, dont les États-Unis, l'Union européenne (UE), l'Allemagne, la France et le Royaume-Uni, ont accru ou envisagent d'accroître leur présence dans la région, guidés par leurs propres intérêts et stratégies et grâce à d'importants investissements au chapitre de la diplomatie, de la présence militaire, de la promotion du commerce et de l'aide au développement. Dans ce contexte plus large, le Canada a une contribution unique à apporter en raison de son histoire et de ses relations particulières dans la région indo-pacifique.

Développement durable

La participation active des pays de la région indo-pacifique est essentielle si nous voulons relever sans détour les grands défis mondiaux. La lutte contre les changements climatiques et la perte de biodiversité ne peut progresser qu'avec la pleine participation des pays de l'Indo-Pacifique, dont les émissions de gaz à effet de serre sont parmi les plus élevées et s'accroissent le plus rapidement au monde; la région représente plus de la moitié des émissions mondiales de dioxyde de carbone. Alors que le Canada investit également dans la réduction de ses propres émissions, il doit s'engager avec les pays de l'Indo-Pacifique afin de lutter ensemble contre les changements climatiques. La région comprend également près des deux tiers des océans du monde et figure parmi les plus vulnérables à l'échelle mondiale aux effets des changements climatiques. Les glaciers d'Asie du Sud fondent et de nombreux petits États insulaires du Pacifique s'exposent à des hausses catastrophiques du niveau des mers. En outre, ces défis n'existent pas en vase clos. Par exemple, la mer de Chine méridionale, l'un des principaux points chauds de la région en matière de sécurité, abrite plus de la moitié des flottilles de pêche du monde, qui se disputent des ressources marines de plus en plus rares. Lorsque les



défis sur les plans de la sécurité, de la perte de biodiversité et des changements climatiques se chevauchent, comme on l'observe dans plusieurs cas dans la région indo-pacifique, ils s'aggravent et s'amplifient mutuellement.

Malgré plusieurs décennies de croissance économique à grande échelle, plusieurs zones de la région indo-pacifique sont confrontées à des problèmes de développement persistants. La pauvreté et les inégalités demeurent des réalités pour beaucoup trop de gens dans la région. Le Canada est déterminé à promouvoir l'atteinte des objectifs de développement durable en collaboration avec les partenaires de la région. Les retombées des efforts sociaux, économiques et environnementaux inclusifs auront un effet multiplicateur dans toute la région et au Canada.

Le Canada : un pays du Pacifique

Le Canada est un pays du Pacifique. Il partage 25 000 kilomètres de littoral sur l'océan Pacifique, des relations commerciales étroites avec les économies de toute la région, des liens interpersonnels profonds, et une riche histoire d'échanges culturels.

Depuis des millénaires, les peuples autochtones du Canada vivent sur les terres et les rivages de la côte du Pacifique, et ils entretiennent des réseaux commerciaux autochtones qui, historiquement, se sont étendus aux peuples autochtones de partout autour de l'océan Pacifique.

Les vagues d'immigrants originaires de cette région ont contribué à la vitalité et à la prospérité du Canada. Leur héritage et leurs descendants continuent d'enrichir le Canada d'un océan à l'autre. Aujourd'hui, pas moins de la moitié des nouveaux arrivants au Canada proviennent de cette région, et les plus grandes diasporas du Canada sont d'origine indo-pacifique. Les relations sont réciproques, puisque des centaines de milliers de Canadiens vivent dans la région.

Chaque année, un grand nombre de touristes des pays de l'Indo-Pacifique voyagent pour découvrir le Canada ou rendre visite à leurs proches. Et des centaines de milliers de Canadiens se rendent dans la région indo-pacifique pour étudier, découvrir ses richesses culturelles ou faire des affaires. Fondamentalement, les liens que nous entretenons avec la région sont liés aux gens et à une histoire commune. Les Canadiens et leurs voisins de l'Indo-Pacifique partagent un profond respect mutuel.

En tant que partenaire actif, engagé et fiable dans l'Indo-Pacifique, le Canada consolidera ses relations qui ont été établies grâce à des décennies de coopération en matière de sécurité ainsi qu'avec des gouvernements, le secteur privé et la société civile. L'influence grandissante de la région indo-pacifique constitue une **transition mondiale qui n'arrive qu'une seule fois par génération et qui exige une réponse canadienne à long terme.**



La Stratégie du Canada pour l'Indo-Pacifique

L'essor de l'Indo-Pacifique et les profondes répercussions que la région aura sur la vie de tous les Canadiens exigent que les actions du Canada s'appuient sur une stratégie globale et axée sur l'ensemble de la société. Le Canada doit investir des ressources et consolider ses connaissances et ses capacités pour être en mesure de jouer un rôle actif dans la région. Notre prospérité économique, notre sécurité et notre stabilité à l'avenir reposeront sur la manière dont le Canada exerce son influence dans la région.

Pour concrétiser les perspectives qui sont dans l'intérêt national des Canadiens, tout en défendant les valeurs qui leur sont chères, le Canada investira dans le renforcement de sa capacité à nouer le dialogue avec les pays de la région, en accordant une attention particulière à l'Australie, aux pays de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE), à la Chine, à l'Inde, au Japon, aux pays insulaires du Pacifique, à la République de Corée et à la Nouvelle-Zélande.

La Stratégie comporte cinq **objectifs stratégiques** interdépendants :

1. Promouvoir la paix, la résilience et la sécurité
2. Accroître les échanges commerciaux et les investissements et renforcer la résilience des chaînes d'approvisionnement
3. Investir dans les gens et tisser des liens entre eux
4. Bâtir un avenir durable et vert
5. Le Canada, un partenaire actif et engagé dans l'Indo-Pacifique

De façon générale, le Canada se portera à la défense de ses intérêts nationaux. Le Canada s'engage tout d'abord à promouvoir la paix, la résilience et la sécurité (objectif 1) dans l'Indo-Pacifique. La stabilité dans cette région a une incidence directe sur la sécurité et la prospérité des Canadiens. Le Canada investira dans une présence militaire accrue, ainsi que dans le renseignement et la cybersécurité, afin de favoriser la sécurité dans la région et d'assurer la sécurité des Canadiens. Le Canada s'appuiera sur son programme sur les femmes, la paix et la sécurité, ainsi que sur ses partenariats existants en matière de sécurité, pour renforcer les capacités régionales et promouvoir la stabilité.

Le Canada mettra l'accent sur les échanges commerciaux, les investissements et la résilience des chaînes d'approvisionnement (objectif 2) pour tirer parti des débouchés et renforcer et diversifier ses partenariats régionaux, de façon à promouvoir une économie plus forte et plus stable au Canada tout en resserrant ses liens économiques de part et d'autre de l'Indo-Pacifique.

Le Canada investira dans ses liens interpersonnels avec la région (objectif 3). Pour ce faire, il élargira les échanges dans le domaine de l'éducation, bonifiera sa capacité de traitement des demandes de visa, et renforcera la position des organisations et des experts canadiens afin d'assurer une présence accrue dans la région. Le Canada augmentera également son aide internationale féministe afin de relever les défis régionaux en matière de développement, de faire progresser les efforts collectifs en



vue d'atteindre les objectifs de développement durable, et de continuer à défendre les droits de la personne dans la région, notamment les droits des femmes.

Le Canada est déterminé à lutter contre les changements climatiques et à promouvoir un avenir durable et vert (objectif 4) pour les populations de l'Indo-Pacifique et les Canadiens. Le Canada mettra en commun son expertise en ce qui concerne les technologies propres, la gestion des océans, la transition énergétique et le financement de la lutte contre les changements climatiques, et il collaborera avec les pays de la région afin de réduire les émissions de gaz à effet de serre et de prévenir toute nouvelle perte de biodiversité. Le Canada travaillera également de concert avec ses partenaires du G7 pour aider la région à combler son déficit croissant au chapitre du financement des infrastructures, qui s'élève à 2,1 billions de dollars.

Enfin, la Stratégie du Canada pour l'Indo-Pacifique vise à élargir et à approfondir les partenariats régionaux (objectif 5). Le Canada cherchera à renforcer son influence auprès de partenaires et alliés dans la région, en offrant un soutien et une collaboration accrue sur les plans diplomatique, économique, militaire et technique, et en répondant à l'appel des partenaires régionaux qui souhaitent le voir renforcer sa participation.

Cet effort interpellera l'ensemble de la société. La Stratégie du Canada pour l'Indo-Pacifique a une incidence sur tous les Canadiens, et elle tire parti des efforts des organisations non gouvernementales, des groupes à but non lucratif, du secteur privé, des universités et collèges, des peuples autochtones, et des travailleurs canadiens. Le Canada appuiera leur engagement et leurs efforts, et vise à favoriser la réussite des Canadiens en jouant un rôle actif dans cette région du monde dynamique et en pleine croissance.

Rôle joué par le Canada dans la région

Le Canada entretient des relations étroites avec ses partenaires et amis dans l'Indo-Pacifique. Nous devons nous appuyer sur cette assise pour approfondir nos amitiés existantes et chercher de nouveaux partenaires. Nous devons montrer au monde entier ce que le Canada a de mieux à offrir, diversifier nos réseaux diplomatiques et être une plus grande force de changement positif.

Il y a aussi des pays dans la région avec lesquels le Canada est fondamentalement en désaccord ; le Canada doit être lucide quant aux menaces et aux risques que ces pays présentent. Mais les défis collectifs auxquels nous sommes confrontés, comme les changements climatiques, la perte de biodiversité et la prolifération nucléaire, sont trop importants pour que nous nous y attaquions de manière isolée. Nous devons maintenir le dialogue avec ceux qui ne voient pas les choses de la même façon que nous. Lorsque nous le pourrons, nous chercherons à collaborer de manière mutuellement bénéfique, en nous appuyant sur notre engagement à protéger la sécurité des Canadiens et les intérêts stratégiques du Canada.

Le Canada mettra à profit sa participation aux principaux dialogues et forums multilatéraux dans l'Indo-Pacifique, notamment l'ANASE, le Forum régional de l'ANASE, la Coopération économique Asie-Pacifique (APEC) et le Forum des îles du Pacifique. Afin de jouer un rôle actif dans la région, le Canada mettra également à profit ses partenariats existants avec des alliés clés tels que les États-Unis, l'UE et ses États membres, ainsi que l'Australie et la Nouvelle-Zélande. Le Canada tirera parti de sa contribution actuelle à des alliances et à des partenariats de premier plan comme le G7 et le Groupe



des cinq. Le Canada continuera de mobiliser ses partenaires de l'Accord de partenariat transpacifique global et progressiste (PTPGP) concernant l'adoption de normes économiques élevées, ainsi qu'un large éventail de partenaires, y compris ses partenaires démocratiques concernant les questions urgentes de gouvernance.

Le Canada assurera la mise en œuvre de programmes d'aide internationale féministe dans toute la région pour répondre aux besoins des différents pays, notamment le Vietnam, les Philippines, l'Indonésie et les pays insulaires du Pacifique. Nous renforcerons la coopération avec les principaux pays de la région afin de contribuer à ce qu'ils deviennent des partenaires plus inclusifs et plus prospères.

Le Canada jouera un rôle actif auprès des pays de l'Indo-Pacifique en fonction de ses intérêts et de ses valeurs.

La République populaire de Chine

L'approche évolutive du Canada à l'égard de la Chine est un élément fondamental de la Stratégie du Canada pour l'Indo-Pacifique.

La Chine est une puissance mondiale de plus en plus perturbatrice. Les principaux acteurs régionaux entretiennent des relations complexes et inextricables avec la Chine. La Stratégie du Canada pour l'Indo-Pacifique s'appuie sur une compréhension lucide de cette Chine globale, et l'approche du Canada est conforme à celle de ses partenaires dans la région et dans le monde.

L'essor de la Chine, rendu possible par les mêmes règles et normes internationales que ce pays méprise de plus en plus, a eu un énorme retentissement sur la région indo-pacifique, et la Chine a l'ambition de devenir la première puissance de la région. La Chine investit à grande échelle pour établir son influence économique, sa présence diplomatique, ses capacités militaires offensives et ses technologies de pointe. Elle cherche à façonner l'ordre international pour en faire un environnement plus permissif à l'égard d'intérêts et de valeurs qui s'écartent de plus en plus des nôtres.

On peut le constater dans l'arrogance exprimée par la Chine à l'égard des décisions des Nations Unies concernant les différends en mer de Chine méridionale, et dans les mesures prises par la Chine pour militariser davantage cette région et contester la validité des droits de navigation et de survol. Comme d'autres, le Canada a connu les conséquences de la diplomatie coercitive et des pratiques commerciales non conformes aux règles du marché, comme le travail forcé. La communauté internationale continue à voir les effets de pratiques d'octroi des prêts qui s'écartent des normes internationales et mettent en péril les économies en développement et leur gouvernance. Nous constatons la réticence de la Chine à se conformer aux mandats des institutions des Nations Unies, comme en témoignent ses efforts pour empêcher le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies d'examiner le rapport de la haute-commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme sur la situation des Ouïghours au Xinjiang, en Chine. Le Canada a dû modifier les avertissements destinés aux Canadiens et aux membres de sa communauté d'affaires qui se rendent en Chine, pour tenir compte du risque croissant d'application arbitraire des lois chinoises. Somme toute, qu'ils proviennent de grands ou de petits pays, les comportements et les politiques qui érodent l'actuel ordre international fondé sur des règles compromettent les intérêts du Canada, mais ils posent des



problèmes encore plus particuliers lorsqu'ils sont le fait de puissances montantes ayant des valeurs nationales divergentes.

Parallèlement, la taille et l'influence de la Chine font en sorte qu'il est nécessaire de coopérer pour tenter de trouver des solutions à certains défis existentiels à l'échelle internationale, comme les changements climatiques et la perte de biodiversité, la santé mondiale ainsi que la prolifération nucléaire. Et l'économie chinoise présente des débouchés importants pour les exportateurs canadiens.

Le Canada continuera à défendre sans réserve ses intérêts nationaux, qu'il s'agisse des règles mondiales qui régissent le commerce international, les droits internationaux de la personne, ou les droits de navigation et de survol. Notre approche à l'égard de la Chine se fonde sur une évaluation réaliste et lucide de la Chine d'aujourd'hui.

Dans les domaines de profond désaccord, nous interpellons la Chine, notamment si elle adopte un comportement coercitif, sur le plan économique ou autre, si elle ignore ses obligations en matière de droits de la personne, ou si elle compromet nos intérêts en matière de sécurité nationale ou ceux de nos partenaires dans la région. Nous devons tous respecter les règles internationales. Nous travaillerons de concert avec nos partenaires régionaux. Nous coopérerons avec la Chine pour trouver des solutions aux problèmes mondiaux tels que les changements climatiques, la perte de biodiversité, la santé mondiale et la prolifération nucléaire.

Indissociable de notre stratégie globale pour l'Indo-Pacifique, notre approche à l'égard de la Chine s'articule autour des sphères nationale, bilatérale, régionale et multilatérale :

- **Au niveau national**, le Canada continuera de renforcer la défense des infrastructures et de la démocratie au Canada, et la protection des citoyens canadiens contre l'ingérence étrangère. Le Canada prendra notamment les mesures suivantes : il examinera et modernisera la *Loi sur l'investissement Canada* et y ajoutera de nouvelles dispositions qui protègent ses intérêts nationaux; il agira de manière décisive lorsque des investissements d'entreprises d'État et d'autres entités étrangères menacent sa sécurité nationale, y compris ses chaînes d'approvisionnement en minéraux critiques; il protégera davantage la propriété intellectuelle et la recherche canadiennes; il repoussera toute forme d'ingérence étrangère sur le sol canadien; et il consolidera ses systèmes de cybersécurité. Parallèlement, nous consacrons des ressources importantes à améliorer les compétences du Canada relativement à la Chine, dans l'ensemble du gouvernement et à l'extérieur de celui-ci, afin d'être mieux à même de comprendre et d'évaluer l'influence croissante de la Chine dans la région et ailleurs dans le monde, et d'y réagir adéquatement.
- **Au niveau bilatéral**, le Canada poursuivra le dialogue avec la Chine pour promouvoir les intérêts nationaux du Canada, tout en restant fidèle à ses valeurs et en centrant de façon inlassable ses efforts sur les priorités canadiennes. Le Canada a entrepris d'examiner l'ensemble des mécanismes et des structures, comme les protocoles d'entente et les dialogues, dans tous les ministères fédéraux, pour faire en sorte qu'ils servent les intérêts nationaux du Canada au cours du 21^e siècle. Le Canada améliore également les services offerts par les délégués commerciaux aux exportateurs canadiens, pour que ces services permettent de veiller à ce que les débouchés commerciaux soient compatibles avec la sécurité nationale. Le Canada continuera à protéger l'accès du Canada au marché chinois, tout en travaillant avec ses clients pour diversifier leurs activités à l'intérieur et à l'extérieur de ce marché. Le Canada continuera à défendre les droits



universels de la personne, y compris ceux des Ouïghours, des Tibétains et des autres minorités religieuses et ethniques. Le Canada continuera de se tenir aux côtés de la population de Hong Kong, à qui la Chine impose la loi sur la sécurité nationale, et qui, plus largement, lutte contre l'effritement des libertés individuelles et collectives.

- **Au niveau régional**, le Canada équilibrera son approche à l'égard de la Chine grâce à des investissements diversifiés dans les relations et les institutions régionales, et à la mise en œuvre d'une vision claire pour le Canada dans la région indo-pacifique. Le Canada s'efforcera d'approfondir divers partenariats, d'influencer les meilleures pratiques, de contribuer au renforcement des institutions et de soutenir une approche fondée sur des règles, pour que la région indo-pacifique soit pacifique, prospère et durable. Le Canada continuera également à travailler avec ses partenaires pour repousser toute action unilatérale menaçant le statu quo dans le détroit de Taïwan, ainsi que dans les mers de Chine orientale et de Chine méridionale.
- **Au niveau multilatéral**, le Canada travaillera de concert avec ses partenaires pour composer avec les réalités complexes de l'impact mondial qu'exerce la Chine, et il continuera à investir dans la gouvernance et les institutions internationales. Le Canada cherchera de nouvelles solutions pour lutter contre les comportements qui portent atteinte aux normes internationales, comme la détention arbitraire et la coercition économique. Dans les cas où les intérêts du Canada et de la Chine se recoupent, le Canada cherchera à établir des partenariats multilatéraux avec la Chine, comme il le fait en organisant conjointement la 15^e Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique des Nations Unies, à Montréal.

Nous investissons dans l'approfondissement de notre compréhension de la manière dont la Chine réfléchit, agit et planifie et nous cherchons à comprendre comment elle exerce son influence dans la région et dans le monde entier. Dans cette optique, le Canada augmentera sa présence dans les missions multilatérales du Canada auprès des Nations Unies, de l'Union européenne et de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN), et il appuiera les activités d'analyse, de consultation et de diplomatie liées à la Chine, de façon à anticiper les risques politiques, économiques et sécuritaires et à y réagir ; cela s'ajoutera à la bonification précédente de la capacité du réseau canadien en Chine.

Alors que nous allons de l'avant grâce à une approche robuste et élargie à l'égard de la Chine, nous devons toujours garder à l'esprit la différence qui existe entre les actions du gouvernement chinois actuel, avec lequel nous avons des divergences d'opinions, et le peuple chinois. Les peuples du Canada et de la Chine constituent toujours la pierre d'assise de nos relations. Les liens de longue date que nous entretenons et l'extraordinaire contribution des Canadiens d'origine chinoise à la société canadienne continueront de diversifier et d'approfondir nos relations pour des décennies à venir.

Sans aller à l'encontre de sa politique d'une seule Chine, le Canada poursuivra son engagement à multiples facettes avec Taïwan, en collaborant notamment dans les domaines du commerce, de la technologie, de la santé, de la gouvernance démocratique et de la lutte contre la désinformation. Le Canada s'opposera aux actions unilatérales qui menacent le statu quo dans le détroit de Taïwan.



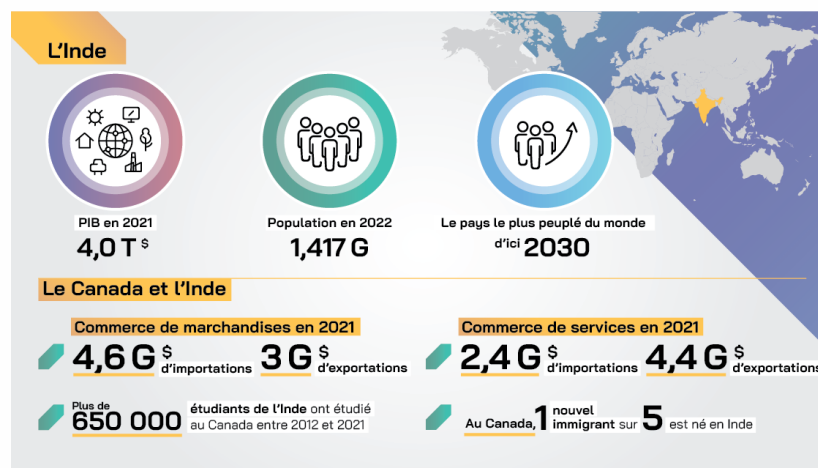
L'Inde

L'importance stratégique, économique et démographique croissante de l'Inde dans la région indo-pacifique fait de ce pays un partenaire essentiel du Canada dans le cadre de la présente stratégie. Le Canada et l'Inde partagent une tradition de démocratie et de pluralisme, ainsi qu'un engagement commun envers le système international fondé sur des règles et le multilatéralisme. Les deux pays souhaitent également développer leurs relations commerciales mutuelles et les liens interpersonnels déjà forts qui les unissent.

Dans le cadre de sa coopération avec l'Inde, le Canada s'engage à :

- **renforcer ses liens économiques**, notamment en intensifiant les échanges et les investissements, et à collaborer pour mettre en place des chaînes d'approvisionnement résilientes;
- tenter d'élargir l'accès au marché en concluant un accord commercial préliminaire (ACP), lequel pourrait mener à un **accord de partenariat économique global**;
- créer un bureau **Canada-Inde au sein du Service des délégués commerciaux** afin de promouvoir la mise en œuvre de l'ACP pour les entreprises et les investisseurs qui cherchent à percer le marché indien, ou pour ceux qui s'associent à des entreprises indiennes;
- investir dans les gens et leur permettre d'établir des liens entre eux, notamment en **renforçant la capacité de traitement des demandes de visa du Canada à New Delhi et à Chandigarh**;
- soutenir les échanges dans les domaines de **l'éducation et de la recherche, notamment les échanges jeunesse, universitaires et culturels**;
- accélérer la **coopération dans la lutte contre les changements climatiques**, la protection de l'environnement et l'adoption de technologies vertes;
- envoyer des **missions commerciales bonifiées d'Équipe Canada** dans des domaines prioritaires d'intérêt mutuel comme les énergies renouvelables et les technologies propres.

L'importance stratégique de l'Inde et son leadership, tant au sein de la région qu'à l'échelle internationale, ne feront que s'accroître à mesure que l'Inde, la plus grande démocratie du monde, deviendra le pays le plus peuplé sur la planète et que son économie continuera de prendre de l'expansion. Le Canada recherchera de nouvelles occasions de partenariat et de dialogue dans des domaines d'intérêt et de valeurs communs, notamment la sécurité et la promotion de la démocratie, le pluralisme et les droits de la personne.





Le Pacifique Nord

Le Pacifique Nord est un territoire voisin du Canada, et l'une des portes d'entrée vers l'Arctique canadien. Le Canada fait partie intégrante de cette importante région au sein de l'Indo-Pacifique, et peut compter sur des relations de longue date et de plus en plus étroites avec le Japon et la République de Corée, à l'instar des États-Unis. Le Japon, qui représente la troisième économie en importance dans le monde, est le seul partenaire du G7 du Canada dans la région. Il est l'un des plus importants partenaires commerciaux du Canada et la plus grande source d'investissement direct étranger (IDE) bilatéraux en Asie. Le Canada et le Japon constituent les deux plus grandes économies du PTPGP.

La République de Corée représente le septième marché d'exportation de marchandises du Canada, et une source de plus en plus importante d'IDE au Canada. Le commerce bilatéral continue de croître grâce à l'Accord de libre-échange Canada-Corée.

Le Pacifique Nord est confronté à des défis croissants en matière de sécurité, notamment de la part de la Corée du Nord, comme le démontrent ses essais de missiles de plus en plus fréquents et imprudents. Depuis la guerre de Corée, au cours de laquelle 516 Canadiens ont fait le sacrifice ultime, le Canada n'a jamais quitté la péninsule coréenne et a toujours servi, par l'intermédiaire du Commandement des Nations Unies, en appui à la paix dans la péninsule. Aujourd'hui, cette présence comprend le déploiement soutenu d'avions et de frégates des Forces armées canadiennes pour surveiller les activités qui s'inscrivent en violation des sanctions de l'ONU, dans l'objectif de dissuader la prolifération nucléaire.

À mesure que de plus en plus de marchandises sont acheminées du Canada vers les marchés de l'Indo-Pacifique, la sécurité maritime et l'application de l'état de droit deviennent de plus en plus critiques. Le Canada s'appuiera sur des activités existantes, comme la lutte contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée dans le cadre de l'opération *North Pacific Guard*, pour approfondir sa coopération avec le Japon et la République de Corée dans cette région.

Au-delà de ses engagements indéfectibles et de longue date en matière de sécurité dans la péninsule coréenne et autour de celle-ci, le Canada a beaucoup à offrir à ces partenaires démocratiques. Les défis émergents en matière de sécurité et les perturbations dans les chaînes d'approvisionnement soulignent la nécessité de collaborer pour renforcer la sécurité économique. Les domaines de collaboration comprennent les possibilités dans les domaines de l'intelligence artificielle, de la cybersécurité, des infrastructures et des exportations énergétiques, des chaînes d'approvisionnement des minéraux critiques et des batteries de véhicules électriques, de l'agriculture et de l'alimentaire, ainsi que des infrastructures des corridors commerciaux.

Dans le cadre de sa stratégie pour l'Indo-Pacifique, **le Canada s'engage à :**

- ouvrir la voie à de nouvelles possibilités de **coopération en matière de sécurité**, notamment par la négociation d'un accord général sur la sécurité de l'information avec le Japon et, dans les prochaines années, avec la République de Corée;
- renforcer les sources de minéraux critiques, d'hydrogène et d'énergie propre, positionnant ainsi **le Canada comme un partenaire responsable et fiable en termes de sécurité énergétique**, en tirant parti des nouveaux débouchés offerts par la hausse de la demande en provenance du Japon et de la République de Corée;



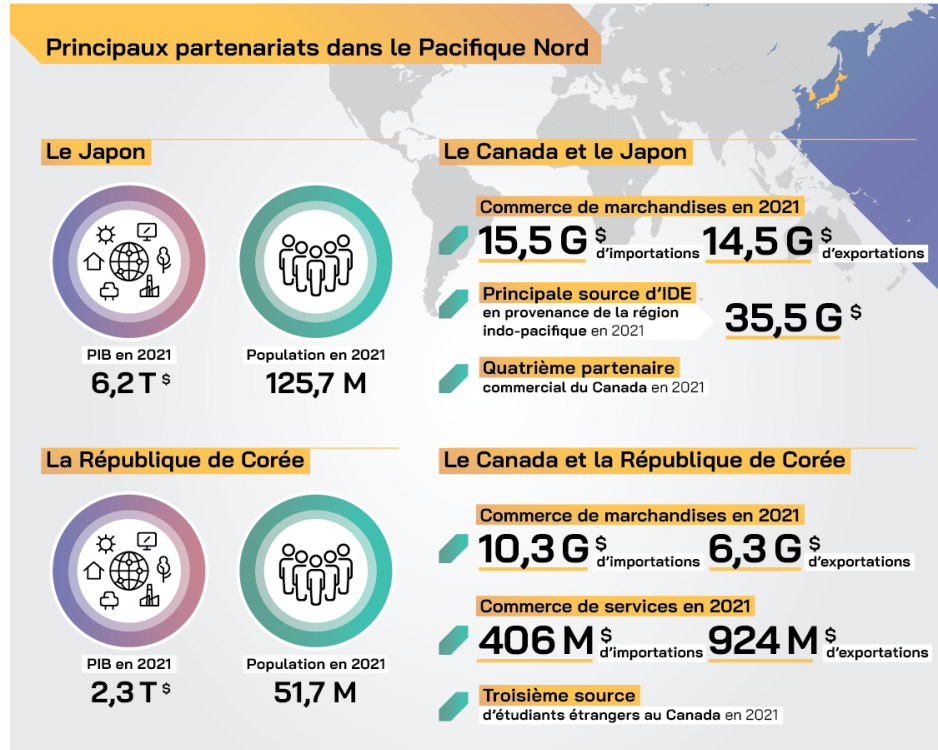
- travailler pour soutenir et renforcer la **stabilité dans la péninsule coréenne** et, plus généralement, dans l'Indo-Pacifique.

Le Japon est le seul partenaire du Canada au sein du G7 dans la région indo-pacifique. Nous collaborons étroitement dans le domaine du commerce, le Canada et le Japon étant les deux principales économies du PTPGP, dans celui du développement régional, par l'intermédiaire de la Banque asiatique de développement, et dans celui de la sécurité, dans le cadre d'opérations et d'exercices bilatéraux et multilatéraux. Les valeurs et les intérêts communs constituent le fondement de notre partenariat plus large pour relever les défis mondiaux et renforcer l'ordre international fondé sur des règles. **Le Canada s'engage à :**

- mettre en œuvre les **Six priorités communes**, tel que convenu avec le Japon en 2021, y compris l'état de droit, la sécurité, la santé mondiale, l'énergie, le commerce et le climat;
- **travailler avec le Japon** dans les domaines de l'énergie durable, du libre-échange, de la lutte contre les changements climatiques et de la protection de l'environnement;
- conclure les négociations entamées avec le Japon en vue de parvenir à un **accord général sur la sécurité de l'information** entre les deux pays, et à contribuer à soutenir à la fois les marchés publics de la défense et les objectifs plus larges en matière de sécurité nationale;
- travailler en étroite collaboration avec le Japon, qui assumera la **présidence du G7 en 2023**, afin de soutenir ses efforts alors qu'il définit ses priorités;
- participer à **l'Expo universelle de 2025** qui se tiendra à Osaka, au Japon, en vue de faire valoir, auprès du Japon et de l'ensemble de la région indo-pacifique, l'innovation, les ressources, les investissements et le système d'éducation du Canada.

La République de Corée est un grand partenaire démocratique avec lequel le Canada partage des intérêts stratégiques bilatéraux et mondiaux. Le Canada et la République de Corée sont étroitement unis par des liens commerciaux et culturels de longue date et une histoire de soutien mutuel. **Le Canada s'engage à :**

- faire progresser le **partenariat stratégique global** convenu avec la République de Corée en septembre 2022;
- lancer un **dialogue de haut niveau sur la sécurité économique** dans le cadre de son partenariat stratégique global avec la République de Corée;
- **travailler avec la République de Corée** pour soutenir des chaînes d'approvisionnement résilientes, l'approvisionnement en minéraux critiques, de bonnes conditions de travail et des protections environnementales élevées, y compris la transition vers une énergie propre;
- soutenir les efforts de la République de Corée pour faire en sorte que **la péninsule coréenne soit dénucléarisée, pacifique et prospère**;
- établir un nouveau **dialogue annuel entre le Canada et la République de Corée sur les changements climatiques**.



L'ANASE

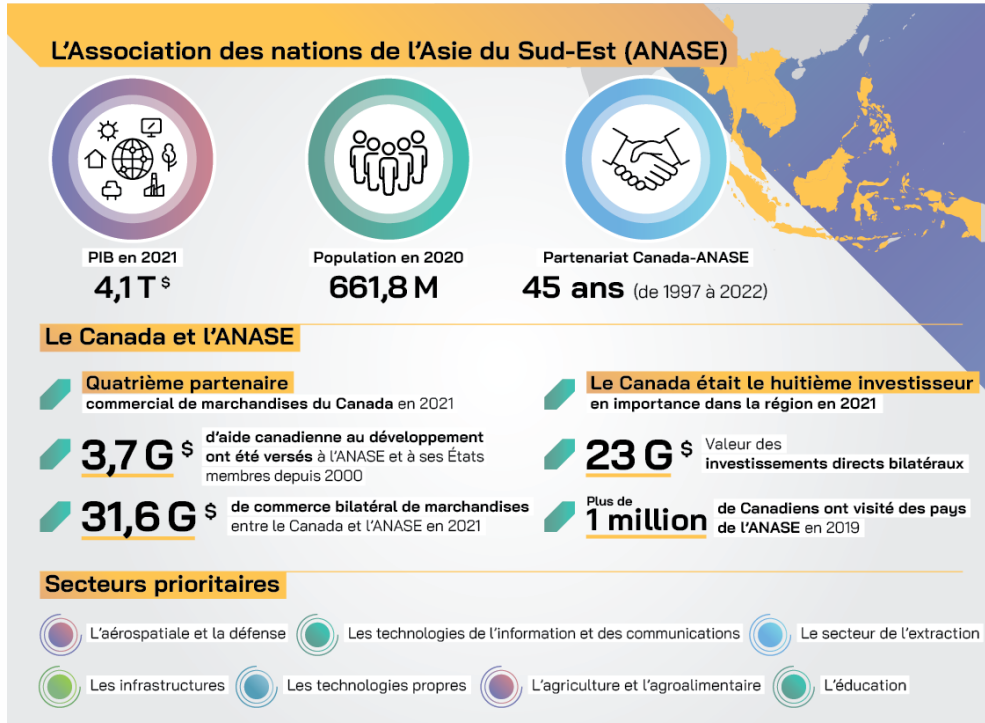
Le Canada respecte profondément le rôle central de l'ANASE dans la région. Les pays de l'ANASE comprennent plus de 660 millions d'habitants et plusieurs des économies affichant la croissance la plus rapide au monde. Le Canada s'efforcera d'approfondir son partenariat stratégique avec l'organisation, qui est essentielle à la prospérité et à la stabilité régionales, et avec les États membres de l'ANASE.

Le Canada s'engage à :

- faire évoluer ses relations avec l'ANASE au niveau de **partenaire stratégique**;
- demander l'adhésion à la **Réunion des ministres de la Défense de l'ANASE Plus (ADMM+)** et au **Sommet de l'Asie de l'Est**;
- augmenter sa contribution au **Fonds en fiducie du Plan d'action ANASE-Canada**, qui orientera les fonds vers les priorités déterminées par l'ANASE;
- chercher à négocier et à mettre en œuvre un accord de **libre-échange Canada-ANASE** et un **accord de partenariat économique global avec l'Indonésie**;
- lancer l'initiative **Porte commerciale canadienne en Asie du Sud-Est**, qui servira de point d'entrée sur le marché et de catalyseur pour les entreprises canadiennes afin d'accroître leurs activités et leur présence dans la région, et d'améliorer la visibilité du Canada en tant que partenaire commercial et d'investissement. La Porte commerciale canadienne permettra d'élargir les réseaux d'affaires et d'investissement du Canada, en mettant les entreprises en contact avec les incubateurs et les accélérateurs existants, et en les sensibilisant davantage à l'importance des marchés indo-pacifiques; les efforts seront centrés sur les secteurs et les solutions où l'innovation canadienne répond à la demande régionale;



- renforcer la présence diplomatique du Canada dans la région et à élargir la coopération dans le domaine de la sécurité avec l'ANASE et ses membres;
- continuer à reconnaître et à appuyer la centralité de l'ANASE dans la région, notamment en renforçant la cohérence entre la Stratégie du Canada pour l'Indo-Pacifique les perspectives de l'ANASE dans l'Indo-Pacifique.





Objectifs et initiatives stratégiques

1. Promouvoir la paix, la résilience et la sécurité

La stabilité mondiale dépend en grande partie d'un Indo-Pacifique stable. La région abrite de nombreux points chauds en matière de sécurité qui peuvent avoir des répercussions mondiales, et le Canada doit s'engager en tant que partenaire au chapitre de la sécurité régionale pour protéger ses intérêts nationaux et sa sécurité. Les actions du Canada sont guidées par un engagement inébranlable envers la sécurité des Canadiens.

À l'heure actuelle, les membres des Forces armées canadiennes contribuent à la stabilité régionale par des opérations autonomes et multinationales, comme le soutien à la mise en œuvre des sanctions imposées par l'ONU à la Corée du Nord par l'intermédiaire de l'opération NEON. Le Canada contribue également à faire respecter le droit international de la mer, y compris la convention des Nations Unies, par des opérations de présence navale avancée dans les eaux de l'Indo-Pacifique.

La modernisation rapide et spectaculaire de l'Armée populaire de libération de la Chine, notamment de ses capacités technologiques offensives et de sa portée géographique, attire l'attention de la région. À mesure que la Chine s'affirme et que son influence grandit, le Canada s'impose dans la région comme un partenaire fiable pour promouvoir la sécurité et la stabilité dans la région et au Canada.

Le Canada augmentera son engagement militaire et sa capacité de renseignement comme moyens d'atténuer les comportements coercitifs et les menaces à la sécurité régionale.

En collaboration avec ses partenaires de la région, le Canada accroîtra son engagement en matière de sécurité dans la région indo-pacifique. Le Canada déploiera des ressources militaires supplémentaires et augmentera ses investissements dans la sécurité des frontières, la cybersécurité et le renseignement. Le Canada continuera à établir des relations de coopération avec les services de douanes et les organismes d'application de la loi de toute la région. De concert avec des partenaires régionaux, le Canada aidera à renforcer les architectures de défense régionales et approfondira ses engagements de longue date envers les femmes, la paix et la sécurité. Et le Canada collaborera avec ses partenaires de l'Indo-Pacifique pour rendre nos sociétés plus résilientes et moins vulnérables aux perturbations et aux chocs qui peuvent détériorer le tissu social. La mise à jour de la politique de défense du Canada soutiendra la Stratégie du Canada pour l'Indo-Pacifique et sa mise en œuvre.

À l'instar de pays du monde entier, le Canada est préoccupé par la montée de l'utilisation coercitive et irresponsable de la technologie. La diffusion de la désinformation, les rançongiciels et d'autres menaces à la cybersécurité touchent directement les Canadiens et visent à déstabiliser notre démocratie et notre économie. Le Canada jouera un rôle de premier plan dans la lutte contre ces menaces, en investissant dans l'expertise et la technologie afin de mieux protéger tous les Canadiens.

Le Canada travaillera main dans la main avec l'ANASE et ses États membres pour assurer le plein respect du droit international, y compris la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, dans la mer de Chine méridionale. En coopération avec ses alliés, le Canada s'efforcera de mieux faire connaître la région, de renforcer leur résilience et état de préparation, et de se protéger contre les tactiques coercitives et le vol de données sensibles, de technologie et de propriété intellectuelle de



ses entreprises et de ses organismes de recherche. Les conséquences des changements climatiques sur la sécurité amplifient la nécessité de travailler avec nos partenaires régionaux pour mieux faire face aux catastrophes liées au climat. Les militaires canadiens travailleront avec leurs homologues et partageront les meilleures pratiques pour améliorer la résilience aux catastrophes liées au climat.

En tant que pays de l'Arctique, le Canada est conscient que les puissances de l'Indo-Pacifique considèrent l'Arctique comme une région offrant des débouchés. Le Canada est déterminé à maintenir la paix et la stabilité de la région, ainsi que la sécurité, la santé et la résilience des peuples autochtones et des populations du Nord canadien. À une époque où les répercussions des changements climatiques s'accroissent et où la concurrence géopolitique s'intensifie, le Canada renforcera sa position en tant que puissance arctique. Il défendra également sa souveraineté sur l'Arctique ainsi que l'ordre international fondé sur des règles dans ses engagements bilatéraux et multilatéraux avec les pays de la région indo-pacifique sur les questions arctiques et polaires. Il le fera de manière responsable et durable, en collaboration avec ses partenaires.

Les initiatives du Canada visant à promouvoir la paix, la résilience et la sécurité dans la région indo-pacifique permettront :

- d'apporter des contributions significatives à la sécurité et à la défense de la région, et **d'améliorer les relations du Canada en matière de défense et de sécurité** avec les partenaires et alliés régionaux;
- de renforcer la collaboration de longue date du Canada avec le **Groupe des cinq** ainsi que sa contribution au Groupe;
- d'accroître la coopération en matière de défense entre le Canada, **l'ANASE** et ses **partenaires du Pacifique Nord**;
- de poursuivre les contributions de longue date du Canada à la coopération en matière de défense dans la région indo-pacifique, notamment en soutenant la mise en œuvre des sanctions du Conseil de sécurité des Nations Unies contre la Corée du Nord par sa participation à des opérations en cours telles que **l'opération NEON**, et en travaillant main dans la main avec ses partenaires pour maintenir la sécurité régionale et plaider pour la dénucléarisation de la Corée du Nord.

Au moyen d'investissements dans les opérations, la formation et le renforcement des capacités militaires, le Canada :

- **renforcera sa contribution à la sécurité et à la défense** en engageant des ressources supplémentaires dans la région, et accroîtra sa participation aux exercices et opérations internationaux;
- **accroîtra sa présence navale**, notamment en augmentant le nombre de frégates déployées dans la région où elle mènera les opérations de présence navale avancées, fera respecter le droit international de la mer, y compris la Convention des Nations Unies, et effectuera des déploiements en collaboration avec nos alliés et partenaires;
- élargira les initiatives actuelles visant le **renforcement des capacités militaires** et lancera de nouveaux programmes de formation qui font progresser les priorités communes et l'interopérabilité avec les partenaires régionaux tels l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines, Singapour et le Vietnam, notamment sur la question des femmes, de la paix et de la sécurité.



Au moyen d'investissements au chapitre du renseignement et de la cybersécurité, le Canada :

- veillera à ce que les organismes canadiens chargés de la sécurité nationale et de l'application de la loi, notamment le Service canadien du renseignement de sécurité, le Centre de la sécurité des télécommunications, l'Agence des services frontaliers du Canada et la Gendarmerie royale du Canada, soient affectés à des tâches adéquates et disposent des ressources nécessaires pour appuyer les objectifs exposés dans la Stratégie et travailler de façon coordonnée pour améliorer la sécurité publique du Canada et la sécurité des Canadiens;
- augmentera les ressources consacrées à la **protection des Canadiens** contre des États étrangers qui tentent de les influencer secrètement ou par la force;
- renforcera sa capacité à recueillir, à élaborer et à fournir en temps voulu des **renseignements**, des analyses et des évaluations pour répondre aux besoins en matière de sécurité nationale, présenter des analyses prévisionnelles et sonner rapidement l'alerte contre des menaces telles que l'**ingérence étrangère**, les **activités hostiles d'acteurs étatiques** et les menaces à la sécurité nationale d'origine économique émanant de la région;
- **consolidera les capacités dans la région** en y affectant de nouveaux fonds à la coopération, y compris en matière de contrôle des frontières et d'application de la loi, et à la lutte contre la cybercriminalité, le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme;
- détectera et écartera les menaces croissantes à la **cybersécurité** qui proviennent de la région, y compris les activités malveillantes visant les entreprises, les industries et les infrastructures, et les menaces à la démocratie posées par des campagnes de désinformation en ligne et des technologies de surveillance, notamment des attaques en ligne qui ciblent la société civile et les défenseurs des droits de la personne.

Au moyen d'investissements dans les secteurs des sciences et de la recherche, le Canada :

- continuera à détecter et à atténuer les risques afin de **protéger les établissements postsecondaires canadiens** contre les acteurs malveillants qui cherchent à exploiter notre société ouverte;
- augmentera les investissements pour **protéger l'économie du savoir et de l'innovation du Canada** de l'acquisition illicite de sa propriété intellectuelle.



2. Accroître les échanges commerciaux et les investissements et renforcer la résilience des chaînes d'approvisionnement

Le Canada est une nation commerçante. Pour faire croître l'économie, créer de bons emplois et conserver son avantage concurrentiel, le Canada doit continuer à prendre de l'expansion dans de nouveaux marchés d'exportation et à créer des partenariats à l'étranger. La Stratégie du Canada pour l'Indo-Pacifique permettra d'assurer au Canada une croissance et une prospérité à long terme qui profiteront à tous les Canadiens en développant et en diversifiant les relations économiques du pays avec les principales économies de l'Indo-Pacifique.

L'Indo-Pacifique est la région économique à la croissance la plus rapide au monde, et son importance ne pourra que continuer à s'étendre au fil du temps. Dans un monde de plus en plus façonné par les tensions, le commerce n'est pas seulement une priorité économique, mais aussi une priorité géopolitique. Il est également particulièrement vulnérable aux perturbations des chaînes d'approvisionnement provenant de la région, comme on a pu le constater pendant la pandémie. Dans ce contexte, le réseau économique du Canada doit être résilient. Le secteur commercial du Canada doit être en mesure d'atténuer les risques. Pour ce faire, la diversification est une priorité.

Nous sommes également témoins de la concurrence en vue de définir les règles régissant le commerce et les technologies dans la région et dans le monde. Dans ce contexte, le Canada s'efforcera de promouvoir le commerce fondé sur des règles dans la région, d'élargir les partenariats commerciaux et numériques et d'augmenter l'innovation et la recherche. De plus, le Canada accroîtra le financement pour appuyer la croissance économique inclusive et nouera de nouveaux partenariats afin de promouvoir le commerce et de mettre au point de nouvelles technologies.

Ces mesures soutiendront de bons emplois au Canada, et feront en sorte que nous pourrions répondre aux besoins des pays de l'Indo-Pacifique. Il est dans notre intérêt national d'accroître les échanges commerciaux et les investissements et de renforcer la résilience des chaînes d'approvisionnement.

Le Canada est particulièrement préoccupé par l'émergence de nouvelles tendances de protectionnisme et de coercition économique. Le Canada s'est engagé à favoriser un système commercial stable et inclusif qui crée une prospérité économique pour tous. Pour mieux se positionner afin de répondre aux nouveaux chocs géopolitiques et aux barrières commerciales bilatérales, le Canada renforcera ses chaînes d'approvisionnement grâce à de nouveaux accords commerciaux et à ceux déjà en place ainsi qu'à des investissements dans les infrastructures nationales qui accroissent les flux commerciaux et facilitent des relations plus fortes entre les entreprises. Le Canada augmentera son engagement en matière d'élaboration de normes internationales, en particulier dans le secteur des technologies. Ces mesures auront pour effet de créer de nouveaux débouchés pour les entreprises canadiennes et d'assurer une économie forte pour les années et les décennies à venir.



Pour élargir son réseau commercial au pays et à l'étranger, le Canada :

- lancera l'initiative **Porte commerciale canadienne en Asie du Sud-Est** afin d'accroître l'engagement et les réseaux du Canada en matière de commerce et d'investissement dans la région; l'initiative se concentrera sur les secteurs et les solutions où l'innovation canadienne répond à la demande régionale, et améliorera le profil du Canada en tant que partenaire commercial et d'investissement, créant des occasions pour les exportateurs canadiens et attirant les investissements étrangers au Canada;
- nommera un nouveau **représentant commercial canadien dans l'Indo-Pacifique** pour faire progresser les objectifs du Canada en matière de politique commerciale régionale, de promotion du commerce et de coopération économique dans la région;
- lancera une nouvelle série de **missions commerciales** à grande échelle d'**Équipe Canada** auxquelles participeront des entreprises canadiennes, les provinces et territoires et d'autres organisations et partenaires concernés. Le Canada présentera les capacités et la compétitivité de ses exportateurs et innovateurs pour assurer leur succès dans la région et faciliter les débouchés commerciaux et les occasions d'investissement à long terme;
- fournira un soutien accru aux petites ou moyennes entreprises, aux innovateurs et aux associations industrielles nationales du Canada qui recherchent de nouvelles possibilités de commerce et d'investissement dans la région indo-pacifique, grâce à un **programme CanExport amélioré et adapté**;
- appuiera le renforcement du pouvoir économique des peuples autochtones par la mise en œuvre de l'**Accord de coopération économique et commerciale avec les peuples autochtones (ACECPA)**, en collaboration avec ses partenaires actuels – l'Australie, la Nouvelle-Zélande et Taïwan – et avec les peuples autochtones des économies participantes;
- offrira un **soutien accru aux femmes entrepreneures** pour maximiser les débouchés dans la région indo-pacifique en développant des partenariats internationaux au moyen de la Stratégie pour les femmes en entrepreneuriat;
- ouvrira son premier **bureau d'Agriculture et Agroalimentaire** dans la région pour aider les agriculteurs et producteurs canadiens à diversifier leurs exportations et présenter le Canada comme un fournisseur privilégié dans d'importants marchés émergents;
- élargira le mandat régional **FinDev Canada**, à la région indo-pacifique afin de soutenir les infrastructures durables et de haute qualité, et offrira des options alternatives aux économies en développement qui explorent le développement des infrastructures.

Pour renforcer le commerce fondé sur des règles, qui offre une prévisibilité aux économies et aux exportateurs, le Canada :

- veillera à ce que le **Service des délégués commerciaux** fournisse des conseils d'experts sur le marché chinois tout en favorisant la diversification des exportations dans toute la région;
- renforcera la sécurité économique du Canada en consolidant la **Loi sur l'investissement Canada** afin de défendre ses intérêts nationaux, supervisera une application plus stricte de la loi et ajoutera davantage de précautions pour **protéger la propriété intellectuelle et la recherche canadienne**;
- continuera à travailler avec des partenaires d'optique commune de la région pour **contrer la coercition économique** et les pratiques non conformes aux règles du marché;
- travaillera avec des partenaires pour **développer l'infrastructure numérique**, favoriser l'interopérabilité et promouvoir une réglementation cohérente concernant l'Internet, l'économie



numérique, la confiance et la sécurité dans l'utilisation des technologies de l'information et des communications; cette mesure renforcera la coopération sur les normes et les règlements au bénéfice du Canada, de la région indo-pacifique et du commerce fondé sur des règles;

- fournira une plus grande assistance technique aux partenaires commerciaux de l'Indo-Pacifique pour améliorer l'**application des dispositions relatives au travail, y compris au travail forcé**, dans les accords de libre-échange actuels et futurs avec le Canada; cela permettra de protéger les droits des travailleurs, de s'assurer que les entreprises respectent les droits de la personne dans leurs chaînes d'approvisionnement et de contribuer à uniformiser les règles du jeu pour les travailleurs et les employeurs canadiens.

Pour assurer la résilience des chaînes d'approvisionnement, le Canada :

- continuera de réaliser des investissements importants dans des projets nationaux d'infrastructures de transport grâce au **Fonds national des corridors commerciaux**, tels que des investissements dans les ports de Vancouver et de Prince Rupert, pour moderniser de façon importante les infrastructures maritimes, portuaires, aéroportuaires, routières et ferroviaires du Canada, ce qui augmentera la capacité, la fluidité et l'efficacité du commerce national;
- fera progresser les intérêts communs à l'égard de la **résilience des chaînes d'approvisionnement** auprès de partenaires, notamment par une participation accrue du Canada et une meilleure harmonisation avec les initiatives régionales, comme l'initiative pour la résilience des chaînes d'approvisionnement Australie-Japon-Inde;
- contribuera à la **résilience et à la durabilité des chaînes d'approvisionnement mondiales** en participant à des activités de coopération technique, politique et de haut niveau dans le cadre de l'APEC sur les normes, la procédure d'évaluation de la conformité et les pratiques exemplaires pour accroître le commerce;
- se présentera comme un **fournisseur fiable d'énergie** propre dans la région – et dans une économie carboneutre – y compris les minéraux critiques et l'hydrogène, pour lutter contre les changements climatiques, être un partenaire en matière de sécurité énergétique et appuyer les objectifs mondiaux en matière de climat;
- élargira les **liens en matière de ressources naturelles** relativement au commerce, à l'investissement et à la science, à la technologie ainsi qu'à l'innovation avec des partenaires prioritaires dans la région indo-pacifique;
- renforcera **ses partenariats en matière de sciences, de technologie et d'innovation** avec des économies clés, dont le Japon, la République de Corée, l'Inde, Singapour et Taïwan, pour appuyer des projets internationaux d'innovation conjointe et des partenariats de recherche et développement axés sur la commercialisation pour des petites ou moyennes entreprises canadiennes avec des partenaires de l'Indo-Pacifique.



Pour accroître la diversification des exportations et l'accès au libre-échange, le Canada :

- travaillera avec des partenaires pour **renforcer et élargir le PTPGP** et s'assurer que toute forme d'expansion sera fondée sur des normes élevées et les antécédents;
- cherchera à adhérer et à contribuer de façon significative au **Cadre économique indo-pacifique pour la prospérité** récemment mis en place;
- améliorera l'accès aux marchés au moyen de nouveaux **accords de libre-échange complets**, comme ceux en cours de négociation avec l'ANASE, l'Inde et l'Indonésie, et d'accords nouveaux ou modernisés de **promotion et de protection des investissements étrangers**;
- adhérera à l'**Accord de partenariat sur l'économie numérique** avec Singapour, la Nouvelle-Zélande et le Chili tout en s'assurant d'une exception culturelle pour le secteur canadien.

3. Investir dans les gens et tisser des liens entre eux

Par ses habitants, le Canada est profondément lié à la région indo-pacifique. Près de 20 % des nouveaux Canadiens proviennent de cette région, près de 18 % des Canadiens ont des liens familiaux dans la région, et 60 % des étudiants internationaux qui viennent au Canada sont originaires de l'Indo-Pacifique. Les étudiants se rendent au Canada pour y étudier et y restent souvent pour travailler, apporter leur contribution et s'intégrer à la société canadienne. Ceux qui retournent dans leur pays d'origine s'enrichissent des connaissances et des expériences qu'ils ont acquises au Canada.

Les peuples autochtones de l'ensemble du Canada ont établi des liens avec les communautés et les organisations autochtones de l'Indo-Pacifique sur des questions aussi diverses que le commerce, la protection des océans et les droits des Autochtones. Le Canada appuiera les dirigeants autochtones dans l'établissement et le renforcement de leurs réseaux dans la région, dans de nombreux domaines de collaboration.

Investir dans les liens entre les Canadiens et les habitants de la région est au cœur de la Stratégie du Canada pour l'Indo-Pacifique. Par exemple, le Canada améliorera sa capacité de traitement des visas afin de faciliter les visites des familles et des étudiants. Le Canada poursuivra également ses investissements dans la diplomatie culturelle afin que les habitants de la région et les Canadiens aient davantage d'occasions de découvrir la richesse des formes d'art et des traditions qui caractérisent chaque pays.

Le Canada est un partenaire indéfectible et il est bien placé pour fournir une aide transparente qui répond aux besoins des partenaires par l'intermédiaire de la Politique d'aide internationale féministe. Notre approche mène à des partenariats solides avec les pays de l'Indo-Pacifique et nous permet également de renforcer notre compréhension et notre expertise. Le Canada élargit son aide internationale féministe et continuera de défendre les droits de la personne en collaborant avec la société civile canadienne et des partenaires dans la région.

Pour renforcer les échanges interpersonnels, le Canada :

- **améliorera sa capacité de traitement des visas** dans les endroits clés de la région afin de faciliter l'accès aux étudiants et aux membres de leur famille; cette initiative permettra d'accroître la capacité de traitement des visas au sein du réseau centralisé du Canada ainsi qu'à l'étranger, à



New Delhi et Chandigarh, Inde, à Islamabad, Pakistan, et à Manille, Philippines; ces nouvelles ressources appuieront les efforts continus visant à traiter le volume élevé de demandes de visa de résidents temporaires (dont les visas, permis d'études et permis de travail) présentées dans la région;

- **facilitera les déplacements à destination et en provenance de la région** pour renforcer les liens interpersonnels et soutenir le tourisme au moyen de divers outils, comme de nouveaux accords modernisés relatifs au transport aérien, et explorera les possibilités de faciliter davantage les déplacements afin de rendre les voyages au Canada plus faciles, plus rapides et plus sûrs pour tout le monde;
- tirera parti de sa réputation de destination d'études de choix en créant plus de **1 000 bourses d'études** et de recherche pour les étudiants canadiens ainsi que des pays de l'ANASE;
- **renforcera le Programme des étudiants étrangers du Canada** en offrant des possibilités de travail et de résidence permanente aux étudiants de l'Indo-Pacifique, lesquelles pourraient les mener à rester au Canada afin de contribuer à l'avenir du pays; ces investissements permettront d'attirer des travailleurs hautement qualifiés au Canada pour combler les besoins de notre économie aujourd'hui et à l'avenir;
- veillera à ce que, dans le cadre de l'**Initiative d'engagement régional auprès de l'Indo-Pacifique**, un large éventail de chefs de file de secteurs, d'experts en la matière, d'universitaires et de groupes de la société civile canadiens puissent établir de nouveaux réseaux dans la région indo-pacifique, renforcer la voix du Canada sur les questions prioritaires et créer des partenariats au nom du Canada;
- invitera **plus de 200 experts canadiens** à se rendre dans la région afin de soutenir les pays qui cherchent à s'associer avec le Canada pour relever des défis dans des domaines où il possède une expertise, comme la gouvernance, la transition énergétique et la gestion des océans;
- favorisera une plus grande **inclusion des communautés de la diaspora canadienne** d'origine indo-pacifique par des initiatives culturelles élargies;
- luttera contre le racisme anti-asiatique au Canada, sous toutes ses formes, par la mise en œuvre complète de la **stratégie fédérale de lutte contre le racisme**;
- continuera dans la voie de la **réconciliation avec les Premières Nations, les Inuits et les Métis** en améliorant les échanges entre les Autochtones et les partenaires régionaux, dont l'Australie, la Nouvelle-Zélande et Taïwan, soutiendra l'éducation et le développement des compétences des jeunes autochtones, continuera à mettre en œuvre l'ACECPA et appuiera la mise en œuvre de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones;
- **soutiendra les objectifs d'immigration francophone** en développant ses efforts de diversification au Cambodge, au Laos et au Vietnam, où vivent 1,3 million de locuteurs francophones.



Pour consolider son aide internationale, le Canada :

- renforcera les partenariats dans la région en **offrant davantage de programmes d'aide internationale féministe** fondés sur les besoins des partenaires, et contribuera à protéger les populations les plus vulnérables et à appuyer les travaux menés en vue d'atteindre les objectifs de développement durable;
- appuiera les efforts déployés en faveur **de la démocratie, de l'inclusivité, d'une gouvernance responsable** et d'une croissance économique soutenue, ce qui aidera les principaux pays de la région;
- collaborera avec ses partenaires du développement dans la région afin de **réduire les inégalités** et de contribuer à leur prospérité économique;
- continuera à fournir **une aide humanitaire** essentielle, en particulier en période de crise, comme lors des récentes inondations au Pakistan;
- établira son premier programme d'aide internationale pour la **région des îles du Pacifique**, soutenu par son adhésion aux **Partenaires du Pacifique bleu** et son soutien envers ce groupe;
- soutiendra les **organismes de la société civile canadienne** au moyen d'initiatives ciblées qui leur permettront de mener des projets relatifs aux droits de la personne et à l'égalité des genres dans la région indo-pacifique, et de renforcer les partenariats avec leurs homologues régionaux;
- contribuera à renforcer les **capacités de déminage** en établissant des normes pour le déminage, et à accélérer le déminage en partageant son expertise pour soutenir le personnel, en particulier les femmes, engagé dans les activités de déminage au Cambodge et au Laos.

Pour défendre les droits de la personne et aider à les faire respecter, le Canada :

- accroîtra le **financement canadien et les activités de défense des droits de la personne** dans la région indo-pacifique, notamment pour les femmes et les filles, les minorités religieuses, les personnes des communautés 2ELGBTQI+ et les personnes handicapées;
- tirera parti de son leadership au sein des institutions multilatérales afin de **soutenir les actions régionales en matière de droits de la personne**;
- travaillera à la lutte contre les formes de détention arbitraire en tenant un **sommet sur la détention arbitraire** en 2023;
- mettra pleinement en œuvre la prochaine phase de la **stratégie du Canada concernant les Rohingyas**;
- soutiendra les efforts de consolidation de la paix au Sri Lanka et au Myanmar et **encouragera la recherche de la vérité et l'obligation de rendre des comptes** concernant les violations présumées des droits de la personne et du droit humanitaire pendant le conflit civil au **Sri Lanka**.



4. Bâtir un avenir durable et vert

Les changements climatiques sont un défi mondial qui exige des solutions mondiales. Alors que le Canada prend des mesures climatiques historiques au pays, il est clair que les progrès dans la lutte contre les émissions de gaz à effet de serre nécessitent également l'engagement total de nos partenaires de la région indo-pacifique. L'Indo-Pacifique produit plus de la moitié des émissions mondiales et comprend de nombreuses économies s'industrialisant rapidement qui auront une incidence considérable sur notre environnement commun. Nous avons besoin que chacun fasse partie de la solution, et nous devons nous assurer que l'évolution vers une économie carboneutre crée une prospérité économique partagée.

Il en va de même pour les efforts interdépendants visant à stopper et à inverser la perte de biodiversité, à développer des économies durables et à construire des communautés résilientes face aux changements climatiques.

L'Indo-Pacifique est composé de pays riverains. Le Canada, avec un littoral s'étendant sur trois océans, a beaucoup à offrir à ses partenaires de la région et s'est engagé à promouvoir une « économie bleue ». Le Canada possède une importante expertise en matière de cartographie sous-marine et de surveillance des océans grâce à sa capacité de détection avancée et à ses images satellites en temps réel provenant de l'espace, des connaissances qui sont précieuses pour préserver la santé et la sécurité de nos océans et utiles pour les partenaires de l'Indo-Pacifique.

Le Canada collaborera avec ses partenaires sur les pêches, le financement d'infrastructures durables, la protection et la conservation de la biodiversité, la sécurité alimentaire, les technologies agricoles, la transition énergétique et le financement de la lutte contre les changements climatiques. Le Canada mettra également en commun son expertise sur la résilience et le rétablissement en cas de catastrophe naturelle, et fera la promotion des technologies propres pour prévenir et atténuer les répercussions des changements climatiques. Ensemble, le Canada et l'Indo-Pacifique relèveront ce défi.

Pour aider la région à bâtir un avenir durable et vert, le Canada :

- élargira la capacité de **FinDev Canada** à soutenir les infrastructures durables et de haute qualité dans la région indo-pacifique et de fournir des options alternatives aux économies en développement qui explorent le développement des infrastructures;
- soutiendra les initiatives de gestion des océans et élargira les mesures de lutte contre la **pêche illicite, non déclarée et non réglementée** dans la région indo-pacifique, notamment au moyen de son **Programme de détection des navires sombres**, qui utilise une technologie canadienne pour trouver des bateaux de pêche illégaux et protéger les stocks de poissons;
- créera une initiative phare sur le **risque de catastrophe et la résilience** dans la région, qui lui permettra de mettre en commun son expertise et d'aider les pays à s'adapter et à se préparer aux effets des catastrophes d'origine climatique avant, pendant et après les événements;
- stimulera la **démonstration commerciale des technologies propres canadiennes** sur les marchés prioritaires de l'Indo-Pacifique et aidera financièrement les petites ou moyennes entreprises de technologies propres du Canada à pénétrer les marchés de la région;
- s'appuiera sur les 1,26 milliard de dollars déjà alloués par **l'engagement du Canada en matière de financement climatique** à la région indo-pacifique pour aider les pays partenaires à favoriser la



reprise économique, à répondre aux besoins en infrastructures et à stimuler le développement inclusif et durable grâce aux capitaux, aux technologies et à l'expertise en matière de politiques du Canada;

- donnera la priorité à l'Indo-Pacifique dans le cadre des efforts déployés par l'**Alliance : Énergiser au-delà du charbon**, qui aide les partenaires à passer de la production d'électricité à partir de centrales au charbon traditionnelles vers l'énergie propre; le Canada collaborera avec ses partenaires de la région afin d'appuyer la transition vers des énergies plus propres;
- veillera à ce que le programme d'aide internationale du Canada **cible les mesures climatiques et environnementales** ayant la plus grande incidence en fonction des besoins définis localement en ce qui concerne les changements climatiques, la transition énergétique, la biodiversité et la gestion des océans;
- travaillera avec les pays de l'Indo-Pacifique pour empêcher la **pollution par le plastique** dans les océans et l'environnement, réduire les déchets plastiques et mieux gérer les ressources en plastique existantes, notamment en appuyant un accord international ambitieux et juridiquement contraignant pour mettre fin à la pollution par le plastique, qui tient compte du cycle de vie complet des matières plastiques;
- fera progresser son **Défi mondial sur la tarification du carbone**, afin de partager l'expertise sur la tarification de la pollution par le carbone en tant qu'outil important pour lutter contre les changements climatiques et stimuler les investissements dans les technologies propres.

5. Le Canada, un partenaire actif et engagé dans l'Indo-Pacifique

La priorité absolue du Canada dans l'Indo-Pacifique est d'être un partenaire actif, engagé et fiable. Le Canada renforcera son influence auprès de ses partenaires et de ses alliés dans la région en augmentant sa présence diplomatique, en tissant des liens entre les pays aux vues similaires et en collaborant à des causes communes. Grâce à une participation et à des investissements soutenus aux plus hauts niveaux, le Canada renforcera et approfondira ses partenariats politiques, économiques et sécuritaires, son aide au développement durable et son empreinte culturelle dans tout l'Indo-Pacifique.

La défense de l'ordre international fondé sur des règles dans l'Indo-Pacifique exige une démarche dynamique du Canada en matière de diplomatie et d'engagement. Le Canada poursuivra sa coopération comme il l'a toujours fait : comme un ami et partenaire ayant à cœur le respect mutuel; comme un pays fièrement diversifié; et comme un champion du multilatéralisme motivé par l'idée selon laquelle il est dans l'intérêt de notre sécurité et de notre prospérité futures que tous les pays, petits et grands, respectent les règles mondiales et régionales. La Stratégie du Canada pour l'Indo-Pacifique s'inscrit dans notre longue tradition d'engagements mondiaux et régionaux adaptés aux besoins de nos alliés et partenaires dans la région.

Pour devenir un partenaire plus actif et engagé dans l'Indo-Pacifique, le Canada :

- nommera un **envoyé spécial** pour la région de l'Indo-Pacifique ayant pour mandat de coordonner une démarche pangouvernementale et de gérer la mise en œuvre de la Stratégie;
- reconnaîtra le rôle central de l'**ANASE** dans la région, confirmera et fera progresser notre relation avec l'**ANASE au niveau de partenaire stratégique**;



- cherchera à devenir membre de **l'ADMM+** et du **Sommet de l'Asie de l'Est**;
- **accroîtra sa présence et ses activités diplomatiques** dans la région en organisant un plus grand nombre de voyages de haut niveau, en renforçant sa représentation diplomatique et en intensifiant sa participation au sein des groupes régionaux;
- renforcera son engagement auprès des **pays des îles du Pacifique** en ouvrant sa **première mission aux Fidji**, en s'engageant à accroître la représentation ministérielle lors des réunions du Forum des îles du Pacifique et en apportant une contribution concrète en tant que membre de l'initiative des **Partenaires du Pacifique bleu**;
- continuera de développer ses liens économiques et interpersonnels avec **Taiïwan** tout en soutenant la résilience de celui-ci;
- créera le premier poste diplomatique du Canada à **Hawaï** pour favoriser l'établissement de liens avec ses partenaires américains et internationaux sur place;
- renforcera la participation régionale de la **Fondation Asie Pacifique du Canada** grâce à l'ouverture d'un bureau dans la région et à une nouvelle gamme d'activités comme des séminaires, des événements et des programmes de recherche liés à l'Indo-Pacifique;
- organisera, en 2023, le premier **Dialogue stratégique Canada-États-Unis** sur l'Indo-Pacifique. accroîtra sa présence – son analyse de soutien, ses consultations et sa diplomatie liées à la Chine – dans les missions multilatérales du Canada auprès des **Nations Unies, de l'Union européenne à Bruxelles et de l'OTAN**, pour prévoir les tendances politiques, économiques et sécuritaires, et s'y adapter.



Conclusion : l'avenir du Canada dans l'Indo-Pacifique

Le Canada est un pays du Pacifique. L'Indo-Pacifique fait partie de notre voisinage. Les Canadiens de tous les milieux, de toutes les régions et de tous les secteurs de l'économie ont tout à gagner de l'approfondissement de nos relations avec nos partenaires de l'Indo-Pacifique.

L'Indo-Pacifique façonnera l'avenir de notre économie, de nos relations commerciales, de nos politiques d'immigration, de notre environnement et de notre sécurité.

La Stratégie du Canada pour l'Indo-Pacifique permettra au Canada de jouer un rôle actif dans le façonnement de cet avenir. Elle nous permettra de tirer parti des possibilités croissantes qu'offre l'Indo-Pacifique.

Le Canada contemple l'avenir de l'Indo-Pacifique avec une vision claire de la prospérité partagée qui s'annonce, pour les Canadiens et pour les populations de toute la région indo-pacifique. En jouant un rôle actif et en investissant en partenariat, nous assurerons un avenir meilleur pour tous. Nous ne pourrons atteindre cet objectif qu'avec la participation des Canadiens de tous les secteurs. Cet aspect est au cœur de la Stratégie du Canada pour l'Indo-Pacifique. Ensemble, nous pouvons viser plus haut, nous engager à bâtir un avenir meilleur et faire du Canada un partenaire fiable et engagé dans l'Indo-Pacifique.